

International

UNE CLÉ EUROPÉENNE POUR L'IMPASSE IRANO-AMÉRICAINE ?

Farid Vahid

10/02/2021

Si l'élection de Joe Biden semblait annoncer une reprise du dialogue avec l'Iran concernant l'accord de 2015 sur le nucléaire et une levée partielle des sanctions, la situation actuelle paraît plutôt bloquée. Farid Vahid rappelle ici le rôle joué par la France et l'Union européenne dans la relance du dialogue, avec, en toile de fond, un scrutin présidentiel iranien en juin de très grande importance pour le pays mais aussi bien au-delà.

La République islamique d'Iran vient de commémorer ce 10 février 2021 le quarante-deuxième anniversaire de la révolution de 1979. Alors que les Iraniens se préparent à fêter dans quelques semaines le Nouvel An iranien (Norouz, premier jour du printemps) et le passage au nouveau siècle (l'année 1400 du calendrier iranien), le pays traverse en ce moment une période particulièrement difficile. Les sanctions économiques, la crise sanitaire et la crise de confiance entre la population et les responsables politiques sont des défis majeurs auxquels l'État iranien fait face. C'est dans ce contexte que les citoyens devront élire, le 18 juin prochain, le futur président de la République. En l'état actuel des choses, nous pouvons penser que la treizième élection présidentielle de l'histoire de la République islamique d'Iran connaîtra un taux de participation historiquement faible, ce qui favorisera largement les conservateurs.

Les réformistes et les modérés espèrent de leur côté un retour des États-Unis au JCPoA avec l'idée qu'une baisse des tensions diplomatiques et une reprise (même maigre) de l'économie pousseront leurs partisans à participer à l'élection. Mais trois semaines après la prise de fonction de Joe Biden, il semble que le chemin vers une entente cordiale entre Téhéran et Washington reste toujours incertain. Les responsables américains ont à plusieurs reprises déclaré que Washington était prêt à retourner au JCPoA si Téhéran respecte à nouveau tous ses engagements. Les Iraniens demandent à leur tour aux Américains de faire le premier pas et de lever les sanctions car ce sont eux qui ont quitté l'accord nucléaire. L'accord de Washington pour un prêt du FMI à l'Iran ou sa décision de ne pas inscrire les houthis yéménites, alliés de l'Iran, sur leur liste des organisations terroristes peuvent être considérés comme des signaux adressés à Téhéran, mais cela ne suffit vraisemblablement pas aux Iraniens. Lors d'une réunion avec les officiers de l'Armée de l'air

iranienne, l'ayatollah Khamenei a déclaré que l'Iran respectera les engagements du JCPOA à condition que « les États-Unis lèvent toutes les sanctions ». Il ajoute que « ceci est la politique définitive de la République islamique, il existe un consensus parmi les responsables du pays et nous ne reviendrons pas sur cette politique. ».

Alors que Téhéran et Washington se dirigent vers une impasse politique, le temps ne joue pas en faveur des partisans du dialogue et de la diplomatie. En effet, selon la loi « Action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des droits de la nation iranienne » qui a été adoptée par le Parlement à majorité conservatrice, en cas de non-respect des autres parties prenantes du JCPOA, le gouvernement iranien sera dans l'obligation de réduire l'accès aux sites nucléaires aux agents de l'Agence internationale de l'énergie atomique après la date du 21 février prochain. L'Iran menace également de ne peut plus respecter les engagements du protocole additionnel. Encore plus inquiétant, Mahmoud Alavi, le ministre du Renseignement iranien, a déclaré lors d'un entretien à la télévision : « notre industrie nucléaire est une industrie pacifique. Le Guide a explicitement déclaré dans sa *fatwa* que la production de l'arme nucléaire est contraire à la Charia et la République islamique ne la cherche pas et l'interdit. Mais s'ils coincent le chat dans un coin, il se peut que le chat se comporte différemment qu'un chat libre. S'ils poussent l'Iran dans cette direction, ce ne sera pas la faute de l'Iran mais la faute de ceux qui ont poussé l'Iran dans cette direction alors que l'Iran n'a pas une telle intention et un tel plan dans des conditions normales ». Des déclarations étonnantes qui ont même suscité les critiques de certains médias conservateurs.

Dans ce contexte, la France et l'Union européenne peuvent jouer un rôle de médiateur entre Téhéran et Washington. Le 1^{er} février 2021, lors d'un entretien avec la chaîne CNN, le ministre des Affaires étrangères iranien a déclaré que Josep Borrell, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, pourrait tenir un rôle de coordinateur afin de trouver un mécanisme selon lequel l'Iran et les États-Unis retourneraient simultanément au JCPOA. Le 4 février, lors d'une conférence devant l'Atlantic Council, le président Macron s'est offert comme un « médiateur honnête » entre Téhéran et Washington afin de faciliter la reprise des discussions et du dialogue. L'Union européenne avait en effet joué un rôle déterminant lors des négociations qui ont abouti le 14 juillet 2015 à la signature du JCPOA à Vienne. Les hauts représentants de l'Union pour les affaires étrangères ont toujours mené une diplomatie active vis-à-vis de l'Iran (Javier Solana, Catherine Ashton et Federica Mogherini). Emmanuel Macron, quant à lui, a essayé à plusieurs reprises durant la présidence de Donald Trump de faire diminuer les tensions entre Téhéran et Washington. La France et l'UE sont donc aujourd'hui en mesure d'aider à nouveau les Iraniens et les Américains à se coordonner sur les mesures qui doivent être prises par les différentes parties.

Plus tard et sur la base de l'accord nucléaire, il est possible d'envisager d'autres négociations entre

l'Iran et les grandes puissances, notamment sur la situation au Moyen-Orient. Ces négociations seront sans doute longues et laborieuses en raison de la complexité de la région. Ce qui est évident, c'est qu'un échec total de l'accord nucléaire ne motivera pas les décideurs iraniens à négocier sur d'autres sujets. Il est donc nécessaire avant tout d'établir une certaine confiance entre les différentes parties par une résurrection du JCPOA. Ce qui est essentiel pour les Iraniens dans l'immédiat, c'est la possibilité d'exporter librement à nouveau leur pétrole et un assouplissement des sanctions qui touchent leur système bancaire.

Si la politique étrangère occupe une place particulièrement importante en Iran en raison des sanctions économiques, il est cependant nécessaire de mentionner que tous les problèmes en Iran ne trouvent pas leur racine dans les sanctions américaines. L'État iranien doit mener des réformes structurelles dans certains domaines, comme le système bancaire, la politique fiscale et la lutte anticorruption. Il est également d'une importance cruciale pour l'État iranien d'élaborer une stratégie de transition écologique alors que le pays souffre depuis maintenant plusieurs années des conséquences du réchauffement climatique. La crise de l'eau sera sans doute un des plus grands défis à relever pour l'Iran dans les prochaines années. La sécheresse du Zâyande-Rud, le « fleuve fertile » de la ville d'Ispahan, symbolise à elle seule cette situation inquiétante.

Avec le début de la campagne de vaccination le 9 février 2021 en Iran, les Iraniens espèrent une sortie de la crise sanitaire durant les prochains mois. Une entente avec les États-Unis et une éventuelle levée des sanctions économiques pourraient mener à des politiques de réformes politiques, économiques et sociales. Mais Téhéran pourrait également prendre une autre direction, plus conservatrice et moins ouverte à l'Occident. L'élection présidentielle du 18 juin prochain marquera profondément les prochaines années en Iran. Les cinq derniers présidents iraniens ayant fait leurs deux mandats, nous pouvons imaginer que celui qui sera élu en cette année 2021 restera à la tête de l'exécutif iranien jusqu'en 2029, ce qui est d'une importance majeure compte tenu de l'âge élevé du Guide de la révolution.